

## **Réaction de Patrick Klugman suite à la fermeture de la Mairie de Caracas**

La Ville de Paris tient à faire part de sa vive préoccupation quant à la décision unilatérale de l'Assemblée constituante vénézuélienne de la suppression de la mairie du Grand Caracas et de celle d'Alto Apure le 20 décembre dernier. Suite à cette suppression, 6000 employés ont été licenciés sur décision du président vénézuélien Nicolás Maduro.

« Cette situation est inadmissible. Nous dénonçons avec la plus extrême vigueur la suppression des mairies du Grand Caracas et d'Alto Apure » déclare Patrick Klugman, adjoint à la Maire de Paris. « Nous demandons aux autorités vénézuéliennes de garantir les droits fondamentaux de l'ensemble des citoyens. Les gouvernements locaux jouent un rôle essentiel. Ils sont en première ligne pour faire vivre la démocratie locale ».

La Ville de Paris tient à réaffirmer son soutien aux élus locaux. Début décembre, un vœu appelant à la protection des « maires en danger » à travers le monde a été voté au Conseil de Paris, rappelant l'attachement de la capitale à la préservation de la démocratie locale et de sa vive préoccupation quant aux arrestations arbitraires, à la détention, aux suspensions de leur fonction ou aux poursuites judiciaires dont sont victimes de nombreux maires et élus locaux de capitales et de grandes villes du monde.

La Ville de Paris appelle l'ensemble de la communauté internationale à faire pression sur les autorités vénézuéliennes afin d'assurer le respect des droits de l'Homme et plus particulièrement de la préservation de la démocratie locale.

**Patrick Klugman**  
Adjoint à la Maire de Paris  
en charge des Relations internationales  
et de la Francophonie